

Sommaire

| | |
|---|----------|
| Édito | 1 |
| Permettre à chaque communiste d'être acteur de la dynamique du Front de Gauche..... | 1 |
| Actualité | 2 |
| Sarkozy candidat : « Une bonne nouvelle, il va pouvoir être battu »..... | 2 |
| Les gémissements de François Hollande devant la City font du mal à la gauche..... | 2 |
| Grèce : « Qui sème la misère récolte la colère »..... | 2 |
| Hommage à Ambroise Croizat..... | 3 |
| Communication | 3 |
| Vidéo en stock..... | 3 |
| Aide à la communication..... | 4 |

ÉDITO

Permettre à chaque communiste d'être acteur de la dynamique du Front de Gauche.

Ces derniers jours nous assistons à une véritable dynamique de la campagne du Front de Gauche et de son candidat Jean Luc Mélenchon. Les succès des meetings de Villeurbanne, Montpellier et Blanc-Mesnil se conjuguent avec le succès des initiatives prises dans les circonscriptions.

Dans un contexte marqué par la volonté de Sarkozy d'imposer des mesures de régression sociale jusqu'au bout de son mandat, nous entrons dans une phase de campagne qui s'accélère.

L'enjeu pour le Front de Gauche et les communistes n'est pas d'en rester au succès des meetings ou des bonnes prestations médiatiques, mais d'ancrer en profondeur cette campagne. Pour y parvenir il est impératif de favoriser la mobilisation de tous les communistes.

Pour y contribuer nous venons d'éditer un « Carnet de Campagne » qui vient d'être livré dans les fédérations.

Ce carnet a pour objectif de permettre à tous les camarades d'être pleinement acteur de la dynamique de campagne du Front de Gauche.

Simple et facile d'utilisation ce carnet comporte 3 parties :

- Un argumentaire sur les 5 raisons de voter Front de gauche.
- Les gestes utiles que peuvent faire tous les camarades pour participer activement à la campagne.
- Une fiche de contacts pour permettre à nos camarades d'établir une liste d'une dizaine de personnes avec comme objectif de les gagner au vote Front de gauche à la présidentielle et aux législatives.

Le carnet de campagne doit pouvoir être mis dans les mains de tous les communistes. Envoyé par la fédération, par la section ou le candidat, accompagné d'une lettre invitant nos camarades à contribuer au meilleur score des candidats du Front de Gauche, ce carnet, comme les différents argumentaires publiés ou qui vont l'être, n'a d'intérêt que si tous les communistes l'ont rapidement en main.

Face à la puissance médiatique et financière des favoris des sondages, ce qui fait notre force, c'est le nombre et la détermination des communistes.



Dernière affiche de campagne présidentielle

A noter

Pour télécharger les vidéos « En 2012 on va leur faire un dessin » ?

<http://telecharger.pcf.fr>

Identifiant : invite

Mot de passe : invite

Actualité

Sarkozy candidat : « Une bonne nouvelle, il va pouvoir être battu »

Nicolas Sarkozy vient de déclarer sa candidature à l'élection présidentielle prétendant incarner la parole rendue au peuple. En vérité son quinquennat aura été celui de la parole confisquée, du parlement bâillonné et du peuple méprisé. Pendant tout son mandat, il aura piétiné l'opinion majoritaire des français-e-s. Cette annonce est une bonne nouvelle : il va pouvoir être battu!

Pour le pouvoir d'achat détérioré, pour la retraite à 60 ans sacrifiée, pour les services publics rendus exsangues, pour les immigrés et leur familles poursuivis, pour les chômeurs stigmatisés, pour l'instauration de la TVA à 21,6 %, et tant de chose encore, il est temps de présenter l'addition au monarque du palais de l'Elysée.

Pour sa faiblesse coupable à l'égard du pouvoir de l'argent, pour son incompétence devant la crise des marchés financiers, pour son alignement aveugle sur les positions de la chancelière allemande précipitant toute l'Europe chaque jours vers des périls plus grand, Nicolas Sarkozy va répondre de sa politique devant les Français.

Le front de gauche et son candidat Jean-Luc Mélenchon sont déterminés à lui faire mordre la poussière. Le 6 mai prochain annulons la réservation au Fouquet's de Nicolas Sarkozy.



Les gémissements de François Hollande devant la City font du mal à la gauche

A la lecture du Guardian, on apprend beaucoup de choses de la part de François Hollande. Selon le candidat socialiste à la présidentielle, « aujourd'hui, il n'y a plus de communiste en France ». Les 132 000 adhérents du PCF et ses 10 000 élus seront contents de l'apprendre.

Ses propos sur les marchés financiers méritent aussi le détour : « La gauche a été au pouvoir pendant 15 ans, au cours desquels nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a rien à craindre ». Cela a le mérite d'être clair, les électeurs de gauche apprécieront. François Hollande dénonce comme son principale adversaire le monde de la finance mais ses gémissements devant la City font du mal à la gauche.



Grèce : « Qui sème la misère récolte la colère »

Les dirigeants européens et le FMI ont exigé du gouvernement grec – non élu et illégitime – un nouveau plan d'austérité pour le déblocage de l'aide de l'UE. Cette aide n'est pourtant pas destinée au développement social dont la Grèce a un besoin vital, mais à garantir le remboursement des dettes de l'Etat grec aux banques.

Ceux qui en France, Nicolas Sarkozy en tête, ont mis la pression pour que ces mesures indignes soient adoptées - et qui d'ailleurs imposent les mêmes aux français - nous font honte. Ils ne représentent pas le peuple français, solidaire du peuple grec.

C'est le 8ème plan d'austérité qui, comme les 7 premiers, est censé régler une fois pour toutes le problème de la crise de la dette grecque. Les 7 autres plans ont consisté à baisser les salaires des fonctionnaires de 50%, à privatiser les services publics, fermer des écoles et asphyxier les hôpitaux, pour au final, n'avoir pour conséquence que l'explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

Aujourd'hui, alors que la récession économique est bien installée, la troïka remet le couvert et le pays est mis sous tutelle pour de nouvelles attaques sur les retraites, la suppression du salaire minimum dans le secteur privé, nouvelles suppressions d'emploi dans la fonction publique... Bref, les mêmes recettes, la même méthode et les mêmes qui trinquent.

Comment alors ne pas comprendre l'exaspération populaire qui s'exprime en ce moment même à Athènes et dans de nombreuses villes grecques ? Comme on dit « Qui sème la misère récolte la colère ». Le PCF soutient les citoyens grecs en lutte et les parlementaires de gauche qui ont porté la parole du peuple dans la Vouli en votant contre ce texte dangereux pour la Grèce comme pour toute l'Europe. Il appelle, aux côtés de ses partenaires du Front de gauche, au rassemblement ce soir devant l'ambassade grecque à 18h30 à Paris.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF, Président du PGE.

Hommage à Ambroise Croizat

La protection sociale est une des avancées majeures de la Libération. C'est un ministre communiste qui a eu le courage et la volonté de les imposer de les mettre en œuvre à un moment où tout le pays était à reconstruire.

A l'heure des graves remises en cause des garanties collectives des financements de la protection sociale par Nicolas Sarkozy, le Parti communiste tient à honorer la mémoire d'Ambroise Croizat et son œuvre.

La solidarité, le financement par cotisations sont modernes et d'actualité. Dans un monde d'exclusion la protection sociale est un rempart à consolider et à promouvoir. Ambroise Croizat l'a inventée.



A noter dans l'agenda

Le Parti communiste français lui rendra hommage le 17 février à partir de 17h30, au cimetière du Père Lachaise à Paris.

Pierre Laurent y prendra la parole en son nom.

COMMUNICATION

Vidéo en stock

[En 2012, on va leur faire un dessin](#)

Le sixième épisode de la série vidéo "En 2012, on va leur faire un dessin" vient de sortir.

Cet épisode porte sur "L'austérité ou la vie". En ces temps d'unanimisme "austéritaire", il tombe à point. Vous pouvez le voir en-ligne (<http://www.pcf.fr/18897>), retrouver tous les autres épisodes (<http://www.pcf.fr/dessin>), mais également les télécharger pour les diffuser lors de vos réunions publiques ou rencontres d'appartement.

A télécharger

<http://telecharger.pcf.fr>

Utilisateur : invite

Mot de passe : invite

Les vidéos sont dans le répertoire /videos/2012 on leur fait un dessin ?

A utiliser sans modération, ainsi que les autres épisodes, sur Marine Le Pen, la crise financière, la vie chère, le prix de l'essence ou encore le Front de gauche.

A travers les meetings

■ Pierre Laurent au meeting de Villeurbanne : http://www.dailymotion.com/video/xohuyd_discours-de-pierre-laurent-a-villeurbanne_news

■ Jean-Luc Mélenchon au meeting de Montpellier : http://www.dailymotion.com/video/xoggc5_discours-de-jean-luc-melenchon-au-meeting-de-montpellier_news

■ Jean-Luc Mélenchon au meeting de Montpellier : http://www.dailymotion.com/video/xoh97e_discours-de-jean-luc-melenchon-a-montpellier_news

Aide à la communication

La gauche est de retour

La gauche est de retour. Et c'est au Front de Gauche qu'on le doit. Le candidat du Parti socialiste disait en décembre qu'il fallait « donner du sens à la rigueur ». Aujourd'hui, comme nous, il dit qu'il faut s'attaquer à la finance. Il n'y a pas si longtemps, il envisageait une majorité avec Bayrou, homme de droite déguisé en centriste. Il a récemment clairement affirmé que sa majorité est dans la diversité de la gauche. Voilà des avancées qu'il faut mettre au crédit des évolutions de l'opinion publique auxquelles contribue la dynamique et rassembleuse campagne de Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche, au sein duquel le PCF prend une part très active en déploiement militant et en créativité politique, même si les grands médias font tout pour le cacher. Ceci ne signifie pas que la gauche soit devenue uniforme, en accord en tout point. Non ! Loin de là. Le programme de F. Hollande reste marqué par l'adaptation à la crise.

Mettre en évidence ces données nouvelles veut surtout dire que rien n'est encore réglé quant au programme qui permettra de battre l'hyper-austérité sarkozyste et de sortir nos concitoyens des souffrances sociales qui les assaillent. Mais que tout reste possible, dans un sens positif pour le monde du travail et de la création, grâce à l'efficacité de l'alliance du Front de Gauche qui fait bouger la situation en crédibilisant la possibilité de battre N. Sarkozy, en faisant reculer l'extrême droite et en donnant un sens transformateur et populaire à la gauche et à l'écologie politique dans leur ensemble. Plus nombreux sont nos concitoyens qui en prennent conscience. Ils ont fait progresser Jean-Luc Mélenchon de 4% à près de 10% des intentions de vote.

Fait d'autant plus encourageant que Jean-Luc Mélenchon et François Hollande progressent ensemble. Le risque, comme en 2002, d'une élimination de la gauche au second tour devient donc très improbable surtout que s'ajoute la stagnation, voire le recul du candidat-président. Dans ces conditions, bien plus grande est cette fois la liberté des électrices et des électeurs de gauche d'émettre un vote utile, efficace et sans danger afin d'ancrer la politique à gauche et mettre un terme aux politiques d'austérité et de chômage.

Casse du modèle social : Sarkozy accélère

Une impression d'effolement et de désordre se dégageait des propos de Nicolas Sarkozy dès les premières phrases de son entretien télévisé.

Logement, emploi des jeunes apprentissage, création d'une banque de l'industrie... Par un coup de baguette magique, ou un tour de bonneteau, tout serait réglé dès le mois de février... Le chef de l'État en froid avec l'opinion publique donnait le sentiment d'annoncer qu'il réglerait dans l'urgence des problèmes que sa politique avait aggravés depuis cinq ans. Mais le cœur du propos confirme que l'injustice sociale et fiscale aura donc bien été le fil conducteur, le marqueur de son quinquennat. Nul ne peut reprocher au président-candidat non encore déclaré un manque de suite dans les idées. Ses premières décisions, en 2007, se chiffraient à 15 milliards d'euros de cadeaux en tous genres au monde de la finance et à l'oligarchie de la fortune. Droits de succession, ISF, toutes les modestes

contributions au fonctionnement de la société que la République se doit de réclamer aux plus nantis étaient outrageusement allégées. La défiscalisation des heures supplémentaires, le bouclier fiscal, rien n'était assez beau pour le grand patronat, en loyal fondé de pouvoir duquel l'hôte de l'Élysée s'est constamment comporté.

Quand approche l'heure de rendre des comptes aux électeurs, qui pourraient bien délivrer un jugement très sévère, Nicolas Sarkozy persiste : il veut alléger les cotisations patronales et faire compenser le manque à gagner dans les caisses de l'État par une hausse de 1,6 point de la TVA, qui passera ainsi de 19,6 % à 21,2 %. En clair, il s'agit d'un renchérissement du coût de la vie. Injustice toujours : la TVA pèse proportionnellement plus lourd sur les petits revenus que sur les gros. Au nom de l'exigence de « compétitivité », Nicolas Sarkozy veut généraliser la pratique du chantage patronal, qui vise à faire renoncer les travailleurs à la durée légale du travail de 35 heures ou à accepter des baisses de salaires en brandissant la menace de plans de licenciements ou de délocalisations. Du slogan « travailler plus pour gagner plus », qui lui valut quelques succès en 2007, on est passé à un projet « travailler plus et gagner moins ». Les salariés de Continental à Clairoix (Oise) ont douloureusement appris ce que valaient pareils marchés de dupes.

Tout semble se passer comme si le chef de l'État, largement décrédibilisé dans l'opinion, voulait achever d'ici à l'élection présidentielle l'œuvre de démolition du modèle social, accélérer la déréglementation du travail. Il cherche à adopter la posture d'un chef d'État « protecteur », qui n'hésite pas à prendre des mesures impopulaires mais nécessaires pour limiter les dégâts de la crise. Un mauvais numéro de prestidigitateur qui ne parvient pas à égarer l'opinion publique : les difficultés financières sont pour une large part la conséquence des cadeaux faramineux consentis aux milliardaires, aux grandes sociétés qui ont manqué aux finances publiques.

Alors, pour marteler son message, il occupe tout l'espace télévisuel, ou presque. Dans quel autre pays un président peut-il s'exprimer simultanément sur neuf chaînes de télévision ? Au Turkménistan ? En Corée du Nord ? À supposer qu'ils disposent d'autant de canaux... Plus sérieusement, la seule et aléatoire issue de secours pour éviter d'être froidement congédié en mai par les Français serait de parvenir à semer le doute sur la possibilité de s'affranchir de la dictature des marchés financiers. Et ainsi, de la Grèce à l'Irlande, il n'y aurait d'autre voie que l'austérité et la renonciation sociale. C'est le sens ô combien inquiétant de l'engagement annoncé de la droite allemande et de la chancelière Angela Merkel aux côtés du candidat Sarkozy.

La Sainte-Alliance de la régression a peur. Elle redoute la sanction du peuple français. « Sarkozy est le président qu'il nous faut », affirme la CDU, mais les intérêts des conservateurs allemands ne sont pas forcément ceux du monde du travail en France.

Modèle allemand : le vrai bilan de Merkel

À l'image des civilisations, les genres déclinent et disparaissent. Pas les habitudes...

Il en est une qui nous revient périodiquement et constitue l'un des jeux favoris de tous les éditocrates libéraux en mal d'inspiration (double pléonasme) : le goût pour les modèles politiques et économiques. Souvenez-vous. Ce fut d'abord le petit dragon celtique irlandais, présenté comme le « paradis fiscal » des entreprises à la mode. Puis ce fut le mirage espagnol, l'« eldorado » de la croissance. Les critiquer valait condamnation immédiate. Ces deux exotismes économiques ayant fait long feu, pour le plus grand malheur de leurs peuples, nos donneurs de leçons ont depuis trouvé leur nouveau viatique : l'Allemagne.

Depuis plus d'un an, les petits serviteurs de la finance récitent leur leçon bien gentiment devant tous les micros : « Le libéralisme, ça marche. Voyez l'Allemagne ! » Pour endiguer les effets de la crise, Nicolas Sarkozy a donc transformé l'Allemagne en argument de campagne électorale. L'Allemagne comme unique référence. Le récit fantasmé que nous sert à souhait le chef de l'État aurait d'ailleurs de quoi irriter les proches du candidat François Hollande, si certains n'étaient eux aussi attirés par l'encombrant modèle dont le mythe fonctionne comme alibi. Dans la bouche du président, le discours ne varie pas : au tournant de l'an 2000, le socialiste Jospin adoptait les trente-cinq heures alors que le social-démocrate Schröder entamait des « réformes » qui ouvraient ce que l'on nomme à l'Élysée « un cycle de suprématie ». Sarkozy l'a donc répété : il n'y a pas d'autre choix que de s'aligner sur notre voisin, en tournant le dos aux « folies »... comme « la retraite à soixante ans ».

Le mythe du modèle ayant enfin trouvé son « libéralisme efficace » ne résiste pas à l'examen critique. Que cache la croissance affichée et les chiffres du chômage officiels ? Les dirigeants allemands, Schröder puis Merkel, ont mis en place un cocktail parfaitement néolibéral : austérité salariale et lois Hartz réduisant drastiquement les droits des chômeurs. Résultats ? Le salaire réel moyen a reculé de 4,2 % en dix ans. Quant au nombre de chômeurs, miraculeusement passé sous la barre des 3 millions, il est le produit pervers de la radiation des statistiques de 1,5 million de personnes disposant de petits boulots misérables : le chômage réel dépasserait les 6 millions... Et la croissance allemande tant vantée ? Dans la dernière décennie, elle a été inférieure à celle de la zone euro et de la France. Sans

parler de la dette publique (supérieure outre-Rhin), de la démographie (favorable à la France) ou de la pauvreté : près de 7 millions de salariés touchent moins de 10 euros brut de l'heure, 5 millions se contentent de jobs à 400 euros par mois, sans protection sociale, et faute de Smic, 2 millions gagnent moins de 6 euros de l'heure...

Le « modèle allemand » ? Un leurre lancé par le couple Merkozy pour comprimer les masses salariales et flexibiliser à outrance le marché de l'emploi, ce que vient de dénoncer l'Organisation internationale du travail (OIT). Pendant ce temps-là, les déclinistes continuent d'insulter la France et rejoignent – souhaitons que ce ne soit pas par vieille conjonction – les fascinés de l'Allemagne. Ce pays a conduit une adaptation brutale à la globalisation, tirant tout par le bas. Croire qu'il puisse y avoir une austérité utile et un serrage de ceinture qui paie est une erreur tragique, une erreur historique. Toute conscience de gauche ne peut que s'en détourner !

Campagne : l'événement

Si l'avance de François Hollande en termes d'intentions de vote, que ce soit au premier ou au second tour, témoigne du rejet du président sortant, cela ne rend pas beaucoup plus lisibles ses propositions face à celles de Sarkozy, jugées elles-mêmes inopérantes !

Ou pour le dire autrement, en termes d'offre politique et bien que le candidat socialiste fasse la course en tête, l'opinion semble douter massivement de la possibilité d'une véritable sortie de la crise par le haut.

Nicolas Sarkozy en joue. Sa stratégie semble bien être d'en appeler, selon ses mots, au courage, à la vérité, et de tenir un langage qui, s'il n'est pas celui de la promesse de la sueur et des larmes, veut persuader tout un chacun qu'il n'est pas d'autre chemin que le sien, que tout ce qui en dévie n'est que démagogie et mensonge et que, si jamais la France en prenait un autre, elle irait tout droit au chaos. D'où l'annonce simultanée de quelques mesures pour l'emploi des jeunes et d'une offensive à la hache contre l'emploi et les salaires dans les entreprises au nom de la compétitivité. D'où l'annonce de la TVA sociale au nom de la baisse du coût du travail et d'une taxe sur les transactions financières pour la Saint-Glinglin... à quatre-vingt-dix jours du scrutin et après cinq ans de mandat !

Quelques signes semblent indiquer que François Hollande, et sans doute en raison des exigences qui montent avec la campagne du Front de gauche et de son candidat, Jean-Luc Mélenchon, a quelques velléités de ne pas se laisser enfermer dans cette logique. À sa charge d'il y a une dizaine de jours contre le monde de la finance, on peut ajouter sa déclaration selon laquelle, sans croissance, la France ne pourrait redresser ses finances publiques. C'est une inflexion. Il y a deux mois, il ne tenait que le langage de la rigueur.

C'est dans ces conditions que François Bayrou joue sa partition, critiquant à la fois le candidat socialiste et le président sortant, comme à mi-chemin entre les deux, comme si c'était là que se trouvait la vérité. En réalité, il vient conforter l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution que l'adaptation à la crise et son offre politique n'a de crédibilité qu'en l'absence d'une autre perspective. C'est là l'imposture Bayrou, et peu importe de ce point de vue ce qu'il en sera de ses voix, il est, comme le FN d'une autre manière, une roue de secours de la droite et de l'ordre actuel des choses.

Dans ce paysage, le Front de gauche dégage la vue. En refusant la fatalité de la crise, en nouant des rapports nouveaux avec les forces syndicales, que ce soit dans les régions ou, comme on l'a vu à Paris avec la CGT sur les retraites, en liant la lutte contre le capitalisme à une véritable écologie, en levant le masque de la candidate du FN, en ayant entamé une véritable reconquête de l'électorat ouvrier, il est à ce jour, et cela commence à se savoir, l'événement de la campagne.